

5 AOUT 1971  
Document n° 2

NOTE  
SUR LES PROBLEMES  
D'APPROVISIONNEMENT  
LAITIERS

par

D. HARDEL



## TABLE DES MATIERES

Introduction.....	P	1
1) Justifications théoriques de cette recherche.....	P	2
2) Instruments de travail.....	P	6
a) Approche qualitative.....	P	6
b) Approche quantitative.....	P	6
c) Confrontation.....	P	7
3) Choix du terrain.....	P	8
4) Réflexions à partir des premières observations recueillies sur le terrain.....	P	10
a) Système de production.....	P	11
b) Système de collectage du lait.....	P	16
c) Raisons de l'inaction de l'usine.....	P	19
d) Analyse de la conception de l'usine.....	P	20
5) Vérification de certaines hypothèses.....	P	22
a) Structure de financement et situation du marché des matières premières.....	P	22
b) Structure du revenu monétaire des agriculteurs et nature des relations avec ceux-ci créés par l'entreprise?.....	P	23
Conclusion.....	P	25

## INTRODUCTION.

Le travail qui va suivre est un simple état de nos recherches faites sur le thème général de l'Articulation Agriculture - Industrie. Il portera donc sur le terrain qui est le nôtre en ce moment à savoir les problèmes posés par l'approvisionnement en lait de la " Centrale Laitière Tananarive " ( en abrégé C.L.T. ), unité de pasteurisation installée à Tananarive et collectant du lait dans toute la Province. Nous ne spécifions pas si c'est au niveau de l'exploitation agricole productrice<sup>trice</sup> de lait ou à celui de l'usine car en fait il y a interaction réciproque de l'une sur l'autre. Cependant, pour prendre un point de départ, nous avons commencé par l'exploitation agricole pour y déceler les problèmes principaux et de là remonter à leur source qu'elle soit agricole ou industrielle. Par ailleurs, sur un plan plus général il nous a paru nécessaire de réfléchir, ne serait-ce que rapidement, sur les présupposés théoriques et le fondement en quelque sorte de notre recherche. C'est pourquoi nous commencerons par un exposé de ses justifications théoriques, nous indiquerons en suite les instruments de travail utilisés ainsi que les raisons du choix du terrain sur lequel nous opérons. Puis nous ferons un rapide tableau de nos réflexions à partir des premières observations recueillies avant de confronter certains résultats avec les hypothèses avancées dans notre premier rapport sur quelques types de relation Agriculture - Industrie.

Comme nous l'indiquons<sup>ou</sup> début, ce travail fait seulement le point de notre recherche actuelle, il n' a donc rien de définitif à la fois quant aux faits avancés et aux réflexions qu'ils ont suscité.

1) Justifications théoriques de cette recherche.

Plus d'ailleurs qu'une justification, ce paragraphe voudrait montrer à partir de quelles hypothèses de travail, nous sommes amenés à faire la recherche actuelle.

L'histoire du développement économique montre qu'un des principaux faits qui l'accompagne (cause ou effet ou les deux, nous ne pouvons trancher) est l'accélération continue des échanges entre individus aussi bien qu'entre collectivités. Celle-là est le résultat ou l'origine d'une spécialisation de chacun dans un domaine bien précis qui a rendu possible une intensification de la production, autrement dit une amélioration continue de la productivité. On remarquera d'autre part que ce phénomène a été rendu possible par l'existence d'une référence universelle quel que soient les objets et les services échangés, nous voulons parler de la monnaie qui permet de valoriser tout ce qui est échangé.

Or on observe que dans les pays sous-développés, le secteur agricole vit pour une très grande part en dehors de tout ce système d'échanges et que la monnaie joue un rôle marginal dans l'ensemble de la production agricole. Ce ne serait pas très grave si l'agriculture ne représentait qu'un pourcentage réduit de la population active du pays. Malheureusement, c'est le contraire qui est généralement vrai. Aussi, dans ce dernier cas, nous ne croyons pas à un développement économique (au sens où cela est généralement compris dans les pays développés) ~~si~~ si la population rurale ne sort pas, d'une manière ou d'une autre et massivement, de l'autoconsommation.

Parmi toutes les solutions proposées en vue de résoudre ce problème retenons-en une pour notre propos. Il s'agit d'une augmentation, tant en volume et en vitesse de la circulation monétaire entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie nationale et de l'extérieur. En effet cet accroissement est le signe d'une accélération des échanges qui, comme nous l'avons vu plus haut, peut amener une plus grande spécialisation de chacun des agents économiques et donc de l'agriculture dans le

cas qui nous occupe. Par conséquent celle-ci devra faire appel à l'extérieur pour satisfaire des besoins qu'antérieurement elle résolvait par ses propres moyens. Il y aura donc l'ouverture d'un marché important de biens de consommation finale ou intermédiaire, de biens d'investissement qui pourront susciter de nouvelles activités amont amorçant ainsi un processus de développement économique.

Pour que cette évolution soit rendue possible, il apparaît nécessaire de modifier la structure de consommation actuelle de l'agriculture afin qu'elle porte nettement vers l'emploi de biens et de services qui ne soient pas produits sur son exploitation agricole ou même dans son secteur économique. D'autre part, il est également nécessaire d'augmenter sérieusement le revenu monétaire que le paysan tire de son travail agricole (1). Cela peut s'effectuer de deux façons :

i) par l'élévation du prix des produits actuellement commercialisés par l'agriculture. Cela risque cependant de provoquer une inflation plus ou moins généralisée qui se retournera alors contre le cultivateur et risquera de renforcer plutôt que de diminuer sa tendance naturelle à l'auto-consommation.

ii) par l'augmentation et la diversification des débouchés actuels ; évitant les dangers de l'inflation, cette méthode devrait permettre d'accroître l'effort de production agricole en modifiant, plus ou moins profondément selon les cas, la structure actuelle des systèmes de production engendrant une évolution générale des exploitations agricoles.

Mais contre cette solution de l'augmentation des débouchés on peut remarquer que, très souvent pour l'agriculteur, ils paraissent très variables d'un moment à l'autre, très instables. De ce fait, il semble difficile d'établir des prévi-

---

(1) Si l'augmentation est suffisante, elle peut dans certains cas modifier d'elle-même la structure de consommation dans le sens souhaité plus haut.

- 41

sions de production à longue échéance surtout quand elles amènent un bouleversement radical, du système de production. On ne peut donc demander au producteur de faire ce pari aux résultats par trop aléatoires. Aussi enlève-t-elle un facteur important de dynamisme des agriculteurs en leur supprimant toute espérance raisonnable de gain par un rapport aux risques qu'ils courent en pratiquant une innovation quelconque.

D'autre part, il faut bien remarquer que cette solution n'est que partielle. En effet, l'exploitation agricole sera-t-elle capable de répondre d'elle-même à cette augmentation de la demande extérieure ? Autrement dit ses facteurs de production ( terre, travail, matériel, etc...) sont-ils sous-employés et n'attendent-ils que cette augmentation pour assurer le plein emploi ? Ou bien sont-ils déjà ( au moins l'un d'entre eux) employé complètement même si c'est de façon plutôt improductive ? Dans le premier cas, la réaction positive de l'agriculture pourra être relativement facile à obtenir ( compte non tenu de blocages venant de facteurs extra-économiques) - Dans le second, cette augmentation de la demande extérieure provoquera seulement une croissance des prix puisque la production ne pourra pas suivre, l'effet sera alors plutôt négatif que positif.

C'est alors qu'il est utile de se rappeler le rôle qu'ont en général les Industries Agricoles et Alimentaires par la transformation qu'elles font subir à la matière première agricole. Celle-là en effet permet de pratiquer une normalisation et une homogénéisation du produit ainsi qu'une conservation <sup>dans le</sup> temps suffisamment importante. Ces caractéristiques nouvelles du produit agricole transformé par rapport au produit frais permet, entre autres, d'atteindre un bien plus grand nombre de consommateurs à la fois dans le temps et l'espace. Corrélativement, cette extension du marché de consommation permettra une augmentation parallèle pour les débouchés de la matière première produite par l'agriculture. Or l'étalement de la consommation ainsi que son extension sont des facteurs très importants de stabilisation des débouchés au moins pour assurer un minimum de prix et de quantité du produit en

visagé.

Par ailleurs, à ~~l'inverse~~ l'inverse du système commercial, l'industrie agricole ayant des frais fixes relativement importants est amenée à serrer de plus près tous les éléments de son prix de revient et en particulier le prix de sa matière première. Aussi, quand les circonstances s'y prêtent, elle pourra être plus facilement amenée que d'autres agents économiques en relation avec l'agriculteur, à obtenir de celle-ci un prix de vente de sa matière première assez bas et ceci en essayant de lever les blocages internes à l'exploitation agricole pour assurer à celle-ci <sup>une</sup> meilleure productivité de ses moyens de production. Il ~~va~~ s'en suit que les Industries Agricoles et Alimentaires paraissent être un moyen intéressant pour résoudre l'ensemble des problèmes qui se sont posés à nous en s'enchaînant les uns les autres.

Cependant, de prime abord, cette méthode met directement en relation deux agents économiques extrêmement différents sinon même opposés l'un à l'autre. En effet :

i) Dans l'agriculture, particulièrement d'un pays en voie de développement,

. les centres de décisions sont extrêmement dispersés

. à la limite, on peut très bien se passer de tout échange avec l'extérieur parce que ce n'est pas une nécessité vitale pour l'agriculteur.

ii) Dans l'industrie au contraire

. il n'y a en principe qu'un seul centre de décision

. les échanges de biens et de service tant en amont qu'en aval sont une nécessité vitale pour l'entreprise puisque, dans son essence, son activité est d'acheter de transformer et de revendre.

. la production dépend avant tout des caractéristiques du marché des produits finis.

Comment alors deux types de producteurs aussi dissemblables

bles peuvent-ils collaborer de telle sorte que l'un soit l'occasion et le moyen de développement de l'autre ? Cette disparité amène à penser qu'un examen des conditions dans lesquelles se réalisent concrètement les relations entre les Industries Agricoles et Alimentaires et l'Agriculture serait très utile pour déterminer quelles sont celles qui sont les plus favorables à cette meilleure intégration de l'Agriculture aux autres secteurs économiques tout en préservant naturellement la rentabilité financière des capitaux engagés dans de telles entreprises pour être sûr qu'elles sont saines. C'est précisément tout le sens de notre recherche présente.

2) Instruments de travail

Dans cette nouvelle enquête destinée à approfondir et à éclairer nos premières réflexions sur les relations entre l'Agriculture et les Industries Agricoles et Alimentaires, nous essayons de cerner l'objet de notre étude par deux approches différentes :

a) Qualitative tout d'abord : elle consiste surtout dans l'analyse des réactions des agriculteurs par rapport à une situation déterminée. De ce fait on pratique la méthode, courante en sociologie, d'enregistrement au magnétophone soit de réunions sur un thème particulier - soit de conversation individuelle. Cependant, il faut noter tout de suite que nous ne faisons pas de sociologie au sens où on l'entend généralement. En effet ce n'est pas l'analyse interne de toutes les relations qui existent à l'intérieur d'un groupe humain donné qui nous intéresse ici mais plutôt le comportement, la réaction de celui-ci par rapport à un certain nombre de faits économiques et à l'action économique de certains individus ou collectivités intervenant de l'extérieur.

De ce genre d'analyse, nous pensons pouvoir retirer des éléments qui expliqueront mieux les répercussions de l'usine dans le milieu rural en fonction d'un donné propre à l'agriculture.

b) Quantitative ensuite : dans cette approche



nous tentons surtout de faire une analyse des exploitations agricoles qui doivent répondre à l'incitation de l'usine. Dans ce but, nous essayons de récolter le maximum de faits portant sur le système de production agricole ( spéculations végétales et animales) ce qui nous permettra de déterminer en particulier la structure du revenu monétaire et les temps de travail réellement consacrés à la production agricole.

c) La confrontation de ces deux approches, leur correction l'une par l'autre nous permettra de déceler les blocages et les potentialités de la zone agricole étudiée à l'action industrielle venue de l'extérieur.

Mais, en dehors de l'aspect utilitaire défini dans le § c) pourquoi ces deux approches ? En effet une étude chiffrée ~~xxxx~~ n'est-elle pas suffisante pour caractériser l'exploitation agricole, définir sa situation actuelle ses potentialités et possibilités d'évolution en fonction d'une demande extérieure déterminée ? Implicitement cette question présuppose que l'exploitation agricole subit les mêmes contraintes qu'une entreprise industrielle. La production de celle-ci est en fait déterminée par la nature des investissements qui ont été pratiqués, par conséquent, la marge de manoeuvre de l'industriel est relativement étroite une fois les investissements réalisés. Dans ce cas, une analyse chiffrée pourra être suffisante pour déterminer les potentialités et les possibilités d'évolution. Il ne semble pas qu'il en soit de même pour l'entreprise agricole polyvalente - ( qui est celle à laquelle nous avons toujours affaire dans notre étude). Celle-ci a en effet un certain nombre de moyens de production ( essentiellement Terre et Travail) qui peuvent avoir une assez grande variété d'emploi et qui servent à obtenir des produits assez différents les uns des autres, qu'ils soient végétaux ou animaux. Entre ces différents systèmes de production situés à l'intérieur d'une fourchette (que principalement a des contraintes techniques - économiques - et de trésorerie), c'est en définitive le chef d'exploitation qui choisit tel système plutôt que tel autre. De ce fait, les qualités, le comportement du chef d'exploitation

jouent un rôle non négligeable dans le type de production agricole qui nous occupe. Aussi est-il nécessaire de les connaître et d'en tenir compte si on veut éviter une trop forte erreur dans l'appréciation de la réaction du milieu rural à une action économique déterminée.

Ceci ne signifie pas non plus que cette analyse qualitative soit suffisante. Car, comme nous l'indiquions précédemment il existe des contraintes diverses, indépendantes de l'agriculteur, qui font que celui-ci n'aura pas une infinité de solutions à sa disposition mais seulement un nombre limité entre lesquelles il devra choisir. Il sera donc également nécessaire de connaître le plus précisément possible, et ici, de façon chiffrée, les caractéristiques matérielles objectives de l'ensemble de l'exploitation qui détermineront au moins en partie, les contraintes auxquelles est obligé de se soumettre le chef d'exploitation.

D'où la nécessité de cette double analyse, au niveau du chef d'exploitation ( analyse qualitative ) et au niveau de l'exploitation agricole ( analyse quantitative ).

### 3) Choix du terrain

Les moyens matériels et humains étant totalement insuffisants pour permettre une enquête sur une base assez large intégrant un plus grand nombre d'exploitations dans des situations géographiques, humaines et économiques variées qui auraient donné une plus grande solidité à nos analyses, il a fallu choisir une petite zone rurale bien précise pour y tenter une étude plus intensive. Pour que celle-ci ~~ait quelque valeur~~ ait quelque valeur, il nous a semblé important qu'elle satisfasse aux conditions ci-après :

- Existence de plusieurs systèmes de production bien différenciés

- Existence de débouchés différents pour le produit étudié ( en l'occurrence le lait ).

En effet, dans une première approximation, on peut es-

= 0

timer que, à l'intérieur d'une petite zone rurale, les facteurs physiques (climat - possibilités agronomiques - etc..) joueront sensiblement le même rôle vis-à-vis de chacune des exploitations qui s'y trouvent. Par conséquent, ils ne seront pas un facteur de variations supplémentaires dans notre étude ce qui permettra de mieux cerner les problèmes strictement humains et économiques qui nous intéressent directement. Pour cela la cohabitation de deux ou plusieurs systèmes de production permettra de mieux préciser chacun d'entre eux en faisant ressortir les différences au niveau des deux approches dont nous avons parlé dans le § 1) et, donc leurs caractéristiques propres.

La même idée nous a conduit à choisir la seconde condition concernant la commercialisation du produit : la situation créée par chacune des deux unités économiques différentes (qui commercialisent le lait) a-t-elle ou non provoqué des réactions dissemblables et, si oui, en quoi consiste ces dissimilitudes. A partir de là, il sera possible de déterminer l'intérêt relatif de ces deux unités pour l'exploitant et son entreprise agricole.

L'utilisation de cette méthode nous paraît nécessaire pour les deux raisons suivantes :

- N'ayant pas de références absolues pour une situation donnée, il faut comparer avec les situations voisines. Ce fait qui est déjà vrai en France par exemple où la plupart des analyses d'entreprises agricoles se font par comparaison avec d'autres entreprises de la même région, l'est également a fortiori pour Madagascar.

- Connaissant les facteurs de variation des entreprises, toutes les choses étant égales par ailleurs, il sera possible, pensons-nous, de déterminer l'influence respective de chacun de ceux-ci sur telle ou telle situation. Ceci nous sera évidemment très précieux pour connaître les possibilités d'évolution ultérieure de ces exploitations agricoles.

C'est en fonction de ces considérations que nous avons opté pour la zone rurale d'AMBOHITSIMBLOKA située à une quinzaine de kilomètres au sud de la sous-préfecture de MANJAKAN-

DRIANA elle-même à 50 Kms à l'Est de Tananarive, sur la route de Tamatave.

Dans cette zone on trouve en effet du point de vue de l'élevage :

- des exploitations agricoles qui possèdent uniquement un vache laitière avec parfois un veau ou une velle et ceci pendant plusieurs années.

- des exploitations agricoles qui font seulement de l'engraissement de bœuf (qualifié de "bœuf de fosse" car l'animal est placé dans une sorte de fosse dont il ne doit pas sortir durant toute la période) pendant une campagne qui dure généralement de six à huit mois.

- des exploitations enfin qui, ne pratiquent ni l'une ni l'autre des spéculations précédentes, ont une paire de bœuf de trait accompagnée le plus souvent de la présence de matériel agricole (herse et charrue)

- en dehors de ces trois groupes nettement différenciés, il y a quelques exploitations (le cinquième environ du total) qui participent à la fois aux caractéristiques de deux de ces groupes.

Sur le plan de la commercialisation du lait, il y a :

- d'une part le système traditionnel de traite et de collectage par un particulier dénommé collecteur qui assure non seulement la traite du lait mais également le transport et la vente à Tananarive.

- d'autre part la Centrale Laitière de Tananarive qui, outre les fonctions de collecteur définies ci-dessus, transforme au passage de lait en lait pasteurisé de qualité uniforme et quelques sous-produits. Dans l'ensemble chacun des deux a ses clients attirés au moins durant toute la période de lactation de la vache laitière.

4) Réflexions à partir des premières observations recueillies sur le terrain.

Nous allons reprendre pour cela le cadre de travail proposé dans notre programme du 15-11-67.

## a) Système de production agricole :

Nous nous trouvons dans une région où le riz, tout en restant la base de toute la culture n'est pas la seule spéculation végétale pratiquée par les agriculteurs. Dans toute la région ceux-ci ont en effet attaqué les collines pour pratiquer des cultures sèches ( manioc + patates + haricots + pomme de terre - saqjo - arachides - etc...) à l'inverse de ce qui se passe dans la zone de Tananarive. Il semble que ce phénomène soit dû à une poussée démographique dans un pays relativement accidenté où les fonds de vallée rizicoles sont étroits : il a donc été nécessaire à l'agriculteur de travailler sur la colline pour avoir un complément de nourriture par rapport au riz.

Quant à l'élevage, il semble que son origine soit assez différente. En effet, avant l'implantation du chemin de fer, chaque famille avait, comme dans le reste de Madagascar, un troupeau de boeufs qui, en dehors de toutes considérations socio-religieuses, était utilisé pour pratiquer le piétinage des rizières ( ce qui tenait lieu et place de labour). La construction du chemin de fer Tananarive - Tamatave ( qui passe non loin de notre zone d'étude) a provoqué tout le long de son parcours la plantation d'Eucalyptus pour l'alimentation des locomotives. C'est ainsi que nos agriculteurs ( ou plutôt leurs grands-pères), attirés sans doute par un revenu monétaire régulier, se sont mis à planter cet arbre sur leurs collines. Il en est résulté une réduction très importante des terrains de parcours des troupeaux de boeuf ce qui a entraîné à la longue la disparition de ceux-ci vu l'absence totale de productivité de ces pâturages. Ils furent alors remplacés par une production beaucoup plus proche de certaines spéculations animales en France en particulier l'embouche. Il s'agit du "boeuf de fosse" dont l'élevage consiste à faire l'achat d'une bête adulte, à la parquer dans un enclos de l'engraissement puis à la revendre sous forme de boeuf gras au bout de six mois environ. Mais cette première modification du système de production agricole a entraîné une diminution très importante des possibilités de piétinage des rizières. Pour y remédier, beaucoup de cultivateurs se sont mis à acheter des herse.

*(la vieille ne sortira plus pendant toute la durée)*

Puis il y eut une seconde modification du système d'élevage qui permit l'introduction de vaches laitières et vient, pensons-nous, de plusieurs raisons :

- la développement de la ville de Tananarive qui a entraîné une croissance continue des possibilités de consommation laitière.

- l'action de l'Administration qui, dans cette région relativement favorable à l'élevage laitier, s'est efforcée de diffuser des races laitières importées soit en race pure soit surtout par métissage ( si bien qu'à présent le troupeau de la région est uniquement composé de vaches métissées dites " RANA")

- la baisse nette de la valeur des boeufs de fosse au moment de l'Indépendance. En effet avant cette date, le boeuf de fosse se vendait le 14 Juillet ( date de la fête nationale dite du " bain de la Reine") ce qui convenait tout à fait à l'éleveur puisqu'elle précédait la collecte des impôts et les travaux de rizière qui, il ne faut pas l'oublier, sont toujours prioritaires. Or la fête nationale de la nouvelle République a été fixée au 14 Octobre au moment des travaux importants de rizière et après la collecte des impôts. Aussi les foires créées à cette occasion attirent beaucoup moins de personnes, consommateurs potentiels de viande - d'autre part, pour la même raison, les foires du début Juillet ont vu baisser leur affluence et donc la demande de viande d'où une baisse concomitante des prix ( de 50 à 100% souvent)

L'ensemble de ces faits a provoqué une mutation qui a permis le développement de l'élevage laitier sans toutefois éliminer le boeuf de fosse - Si bien qu'à l'heure actuelle on observe qu'environ la moitié des éleveurs tient pour le boeuf de fosse et l'autre moitié pour la vache laitière.

Ce rapide tableau de l'évolution des productions agricoles de la région de Manjakandriana tant en ce qui concerne les spéculations végétales que les spéculations animales montre à tout le moins que les agriculteurs de la zone font preuve d'adaptabilité. En effet la pression des faits, internes ou externes, les a amenés à s'adapter

aux nouvelles situations créées en modifiant plus ou moins profondément le système de production traditionnel appuyé essentiellement sur le riz et le troupeau de boeufs. Evidemment cette évolution s'est faite relativement lentement ( en deux générations environ) mais elle est le signe qu'elle peut se faire et que la population rurale a su trouver en elle-même suffisamment de ressources pour y parvenir.

En résumé le système de production est généralement le suivant :

- Spéculations végétales :

- . Rizière qui donne le paddy pour la consommation humaine
- . la paille <sup>(pour)</sup> la litière des animaux.
- . Culture sèches sur les collines ( voir l'énumération faite plus haut) dont les utilisations peuvent être les suivantes :
  - . nourriture humaine
  - . nourriture animale
  - . vente sur le marché

- Spéculations animales

- . Boeuf de fosse : engraisé à partir de manioc et de prairie naturelle, donne
  - . un bénéfice net utilisé surtout pour l'impôt
  - . du fumier utilisé sur la rizière.
- . Vaches laitières : nourries principalement sur prairie naturelle, donne
  - . un veau ou une velle, toujours vendu si c'est un mâle.
  - . du lait revendu dans la très grande majorité des cas.
  - . du fumier qui va sur la rizière.
- . Boeufs de trait : utilisés quand il y a du matériel sur l'exploitation ( charrette, charrue, herse), donne également du fumier
- . Volailles
- . Porcs.

On notera qu'à de rares exceptions près, le boeuf de fosse et la vache laitières s'excluent réciproquement et qu'il est également peu fréquent qu'il y ait sur l'exploitation agricole plus d'une unité de chaque espèce. On <sup>constate</sup> donc qu'il existe un certain lien entre les deux types de spéculations (animale et végétale) en particulier pour la nourriture des animaux et la fabrication de fumier qui retourne sur les rizières.

D'après nos premières observations, il apparaît d'autre part que la plus grande partie du revenu monétaire agricole trouve son origine dans la vente des produits de l'élevage beaucoup plus que de produits végétaux qui sont, le plus souvent, autoconsommés. Mais si on tente d'analyser l'origine de tout le revenu monétaire reçu par les paysans, on observe apparemment le même phénomène que nous avons décélé dans une autre région des Hauts Plateaux ( voir notre travail précédent sur un essai sur quelques types des relations Agriculture - Industrie"). ~~XXXX~~ A savoir que l'agriculteur ne trouvant pas une source de revenus monétaires suffisante dans son activité de production agricole est obligé de se procurer le complément sinon même l'essentiel dans des activités non agricoles ( salariat et artisanat en particulier).

Ainsi donc malgré l'évolution des exploitations agricole qui tendrait à les rapprocher de certains types d'exploitation européennes, il apparaît qu'elles sont incapables de fournir le revenu monétaire minimum dont l'agriculteur ressent le besoin. On peut se demander quelle est l'origine d'un tel fait : est-ce à cause de facteurs propres à l'exploitation ou bien par une absence de débouchés pour les produits obtenus ? Or nous avons justement constaté qu'une partie de l'évolution du système de production correspondait à une adaptation à la demande extérieure ( viande et lait par exemple) - d'autre part, il semblerait que les débouchés pour des produits tels que la viande, le lait, les légumes existent et que les marchés correspondants ne sont pas saturés. Il est donc assez vraisemblable que ce sont d'abord des facteurs internes à l'exploitation qui provoquent cette situation monétaire.



En effet nos observations sur le terrain jointes à la réaction quasi unanime des paysans tendraient à montrer que le travail est un sérieux facteur limitant. On a noté par exemple qu'il fallait une journée de travail à un homme pour retourner un are ( 100 m<sup>2</sup>) de colline - que deux heures par jour étaient nécessaires pour ramasser la verdure destinée à nourrir une vache laitière ou un boeuf de fosse. Il y a d'autre part des contraintes socio-religieuses qui prennent une partie non négligeable du temps ( retournement de mort - circoncision - foires - etc...) et qu'il n'est pas envisageable, dans un avenir proche, de voir supprimer. La première chose à faire serait donc d'agir au niveau du temps consacré à la production agricole proprement dite. Or d'après nos exemples précédents, il apparaît clairement que la productivité du travail est des plus faibles et que c'est celle-ci qu'il faut améliorer en premier lieu. En effet, il est bien évident que, dans les conditions actuelles, si l'éleveur avait deux vaches laitières à nourrir au lieu d'une, il passerait à peu près la moitié de sa journée à leur chercher de la nourriture au détriment de tous les autres travaux agricoles. Ceci n'est évidemment pas possible et les paysans en ont tout à fait conscience. D'autre part, la nourriture ainsi obtenue à une valeur nutritive assez faible par rapport au volume ingéré, il s'en suit que la production de lait s'en ressent et reste à un niveau peu élevé ~~fixe~~ ( 5 L par jour en début de lactation et moins d'un litre quotidien à la fin). En résumé, on pourrait conclure qu'un gros effort de travail n'entraîne qu'une faible production et, partant, même si le prix est élevé, un faible revenu monétaire. Cet exemple pris à partir de l'exploitation de la vache laitière qui nous intéresse plus directement, pourrait aussi bien être celui du boeuf de fosse ou des spéculations végétales. A propos de ces dernières, il semblerait que si les jachères sont assez longues c'est plus à cause du manque de travail que de la nécessité de laisser la terre se reposer longtemps.

Devant cet état de fait et dans une première analyse, on peut avancer que le travail est un facteur rare et, qu'à cause

de cela, il est cher et compris implicitement comme tel par les paysans. D'où la réflexion suivante de l'un d'entre eux qui affirmait que si les débouchés du lait augmentaient, il fallait en accroître le prix unitaire. Ce qui s'explique assez bien car l'augmentation correspondante de production ne proviendra pas alors d'une meilleure utilisation des facteurs ~~xxxxx~~ de production (Travail et Capital) mais d'un suremploi de de ces mêmes facteurs déjà, rares, et donc chers, le travail, ( un doublement de la production entraîne un doublement du travail) et le capital ( un doublement de la production actuelle entraînerait l'achat d'une seconde vache laitière). Compte tenu de ce fait, le niveau actuel du prix de lait au producteur ( 25fmg/l) est peut-être moins étonnant qu'on ne pensé à priori puisque cette production utilise très mal les facteurs rares de production.

En définitive, cette première analyse du système de production agricole nous montre que, même s'il a évolué dans un sens positif ( du point de vue du développement rural), il reste incapable de satisfaire de lui-même les besoins monétaires des agriculteurs. Ceci, semble-t-il, proviendrait en grande partie de raisons internes à l'exploitation et plus particulièrement du manque de productivité <sup>mis en œuvre entraînant une faible production</sup> des facteurs de production, monnayable mais aussi déterminant la rareté de ces mêmes facteurs d'où un prix de revient élevé des produits qui les intègrent dans le processus de production.

#### b) Système de collectage du lait.

Ayant examiné comment se caractérisait le système de production dont le lait est un élément, nous allons tenter de voir la situation en aval de la production à savoir le collecte du produit et, de façon plus générale, sa commercialisation.

Avant l'existence de la C.L.T., il existait déjà tant un réseau de ramassage du lait créé par des particuliers, les collecteurs. Ceux-ci ont sous leurs ordres des traiveurs et des cyclistes. Les premiers sont chargés de traire le lait tous les matins dans une zone déterminée et de l'amener en un lieu de

ramassage - les seconds doivent aller vendre le lait au porte à porte à Tananarive auprès de la clientèle du collecteur. Il n'est pas rare d'ailleurs que traieur et cycliste soient une seule et même personne. Les mesures employées pour déterminer les quantités de lait achetées au paysan n'obéissent à aucune norme - elles sont simplement supérieures à un litre. Aussi quand le prix est fixé en tant de francs par litre, c'est la porte ouverte à bien des abus. Cependant il faut remarquer que le paysan est très souvent conscient de cet état de choses et s'il n'y remédie pas c'est parce qu'il y trouve par ailleurs des avantages. Enfin, pour garder sa clientèle il est fréquent que le collecteur fasse des avances à ses fournisseurs qui sont remboursés progressivement sur la valeur du lait vendu postérieurement ( c'est ainsi qu'en 1967, le collecteur de notre zone a avancé les impôts d'une quarantaine d'agriculteurs).

Comment alors s'est située la Centrale Laitière par rapport à ce type de collecte ? Elle agit essentiellement sur les points suivants :

i) Les mesures: elle a repris le volume normal d'un litre, ce qui a d'ailleurs obligé le collecteur à prendre une unité de mesure très voisine de celle du litre.

ii) Les prix : après avoir proposé des prix très nettement supérieurs à ceux qui étaient pratiqués couramment, la C.L.T. est revenu à un prix légèrement plus élevé que celui des collecteurs et surtout stable toute l'année ce qui n'est pas le cas de celui des premiers qui varie en fonction de la saison.

Quant au reste, il n'y a pas eu de changement du tout. C'est-à-dire que, du point de vue de l'éleveur, ce soit le collecteur ou la C.L.T., c'est toujours un traieur qui vient lui prendre son lait et le payer à la fin de chaque mois. A ce propos, on notera que la première idée de l'usine de faire venir le propriétaire du lait sur le bord de la route et lui faire attendre le passage de la camionnette ~~xx~~ a été un échec. En effet, cela faisait perdre un temps considérable aux éleveurs

or nous avons vu plus haut que le temps était un facteur limitant très important. Cela fait que les éleveurs préfèrent être payés à domicile sans avoir à se déranger. La C.L.T. a donc été obligée de se conformer en définitive à cette attitude. De même en ce qui concerne les prêts ou avances aux fournisseurs : l'usine en est venue à des pratiques relativement semblables à celles des collecteurs sauf que la procédure est un peu plus compliquée que pour les derniers.

Ainsi, du point de vue du producteur de lait, il n'y a pas eu de différence notable en passant des collecteurs à la C.L.T., ce qui fait d'ailleurs que dans les zones assez activement prospectées par cette dernière, la moitié des propriétaires des vaches laitières travaillent toujours avec les collecteurs. Par conséquent, il est difficile d'affirmer, du moins dans l'état actuel de nos connaissances, que la création de l'usine a eu une répercussion sérieuse sur les exploitations agricoles de notre zone. En effet, à quelques nuances près, l'usine s'étant comportée comme un collecteur par rapport au producteur, n'a pas résolu le problème fondamental de la production laitière qui n'était pas tellement dans le collectage et le transport vers les centres de consommation.

Rendu à cet endroit de notre observation, on peut se demander ce que la C.L.T. aurait pu faire. L'analyse succincte du système de production ( voir le paragraphe a) montre, semble-t-il, la voie à suivre. Un des principaux obstacles apparaissant comme la faible productivité du travail consacrée à l'agriculture et à l'élevage, il aurait fallu d'abord chercher à l'améliorer. Par exemple cela aurait été possible en diffusant de manière intensive dans un premier stade, une plante fourragère à haut rendement ( telle que la Pennisetum) avant de créer de véritables prairies temporaires entraînant une plus grande modification du système de production. De cette façon et toujours à ce stade-là, il aurait été possible de mieux nourrir la vache laitière sans y consacrer plus de temps et en obtenant une production laitière supérieure.

Pourquoi, alors, cela n'a-t-il pas été fait ? Il serait

tout de même utile d'en cerner les raisons puisque, à priori semble-t-il, ce genre d'action allait dans le sens des intérêts de l'usine.

c) Raisons de l'inaction de l'usine.

i) Tout d'abord la préoccupation des promoteurs était d'une part orientée sur l'obtention d'un lait parfaitement sain et conforme aux normes de l'hygiène - d'autre part, il leur a paru nécessaire de supprimer plus ou moins totalement le réseau de collectage du lait, jugé malsain à différents égards.

ii) Ensuite on a pensé qu'il était relativement simple de ~~se~~ créer un marché d'approvisionnement en proposant une légère augmentation du prix unitaire de la matière première. Implicitement, cela signifiait que cette décision entraînerait la préférence des éleveurs pour le nouveau venu mais également qu'ils seraient motivés pour faire un effort de production supplémentaire en vue d'augmenter les quantités livrées. Or, d'après ce que nous avons constaté précédemment, il apparaît que c'est impossible avec les moyens qui sont en leur possession. De ce fait, une telle opération a un effet nul sur la production proprement dite mais tendra à augmenter artificiellement le prix sans contrepartie. Ceci peut être néfaste tant pour l'usine que pour l'exploitation agricole :

- pour l'usine parce que le prix de revient en sera alourdi d'autant, alors que sur le plan elle est déjà désavantagée par rapport aux collecteurs qui ne supportent qu'assez peu de frais fixes.

- pour l'exploitation agricole : l'éleveur profite certes de cette concurrence entre les réseaux de collecte mais cela ne l'engage pas dans un effort sérieux d'amélioration de sa productivité.

iii) Financement insuffisant : Il est certain que le capital initial de la Centrale Laitière a été d'un volume trop faible pour lui permettre d'avoir une action

quelconque en milieu rural surtout au démarrage où il n'était pas possible de tourner à un niveau proche de la capacité théorique de production des installations, si bien que la préoccupation immédiate était d'abord de parvenir à ce résultat.

d) Analyse de la conception de l'usine.

Ainsi que l'indique nettement la première raison du § c, l'usine a été essentiellement préoccupée par l'aspect commercial de son activité ce qui l'a conduite à un comportement analogue à celui des collecteurs. Or, ce faisant, on a oublié toute la différence qui existe entre ces deux catégories d'agents économiques. En effet, les collecteurs ont des frais fixes réduits au minimum provenant essentiellement de la présence du matériel de collecte ( bidons-mesures - etc...) et de transport ( camionnette) - Par contre la Centrale, en plus des frais ci-dessus, a tous ceux correspondant à l'amortissement de ses installations, aux salaires de son personnel permanent, etc... Aussi les premiers peuvent se permettre de suivre, plus ou moins passivement, l'évolution de la production de la matière première sans qu'ils aient intérêt à intervenir à ce stade - Il n'en est pas de même pour la seconde qui doit chercher à avoir une zone de production la plus concentrée possible ( mesurable par exemple en nombre de litres ramassés par Kilomètre parcouru) pour étaler le mieux possible ses frais fixes. La zone actuelle de production laitière étant peu dense de ce point de vue, une action au niveau de la production proprement dite de lait apparaît tout à fait nécessaire. Un exemple : à l'heure présente le nombre de litres de lait ramassé au kilomètre par la C.L.T. est d'environ 5 litres en saison des pluies et 3,7 litres en saison sèche. Si on admet un coût de transport de 35 fmg/Km, cela représente des frais fixes variant de 8 à 10 fmg/L uniquement en coût de transport de qui est évidemment beaucoup trop élevé car, compte tenu de ce que le litre est acheté 35 fmg au producteur et revendu 40 fmg au détail, cela laisse 25 à 7 fmg de marge qui doit inclure le coût des trayeurs - celui de la transformation à l'usine - celui de la commercialisation et de la distribution à Tananarive. A priori cela semble insuffisant.

D'autre part, ne se différenciant pas suffisamment des collecteurs, la Centrale Laitière a plus de difficultés pour se substituer totalement et rapidement à leur réseau puisque, ainsi que nous l'avons observé, la perception qu'en a l'éleveur est approximativement la même et que les avantages et les inconvénients de l'un et de l'autre auront tendance à s'équilibrer à ses yeux. Par conséquent, même sur ce plan de la commercialisation, "stricto sensu", l'usine n'arrivera pas à faire le plein de sa capacité.

Ces deux faits ( dispersion de la production actuelle, absence de différenciation vis-à-vis du ~~ix~~ producteur) montrent bien la nécessité pour l'usine d'avoir une méthode d'action et un comportement tout à fait autre que ce lui des commerçants ce qui est après tout assez normal étant donné que nous avons là deux agents économiques aux caractéristiques et à la vocation très différentes. En particulier celles de l'usine devraient l'amener presque automatiquement ( en vue d'assurer sa propre rentabilité financière) à agir sur la production. Dans ce but plusieurs points semblent nécessaires.

- Localisation de l'usine dans la zone où la production actuelle ou envisageable, est la plus dense. Cela aura pour double effet :

. d'augmenter considérablement le nombre de litres ramassés au kilomètre et, par là, de réduire d'autant les frais de transport.

. d'assurer une présence active dans le milieu rural. En effet, même à l'heure actuelle, les collecteurs sont presque toujours connus directement de leurs fournisseurs lesquels peuvent toujours les voir pour solutionner rapidement leurs problèmes. Par contre, la Centrale reste plus anonyme ( elle est significativement appelée la " Coopérative"), il faut se déplacer à Tananarive pour obtenir des prêts ou voir la direction, etc... si bien que son action ne pourra être, de toutes façons, qu'assez diffuse et sans intensité surtout s'il est nécessaire d'agir directement sur la production.

- Structure financière solide et stable: s'il n'en est

pas ainsi, comme nous l'avons observé plus haut, l'usine sera beaucoup plus préoccupée de l'action à court terme pour un prix de revient rémunérateur et ne pourra s'occuper valablement ~~xxx~~ d'une action à moyen ou à long~~x~~ terme qui, seule pourtant, améliorerait les chances d'une rentabilité financière suffisante et durable en donnant les moyens d'une plus grande maîtrise du milieu de production. Aussi une mauvaise structure financière provoque un cercle vicieux puisque, dans une situation d'approvisionnement difficile, elle essaiera de remédier par des solutions à effet immédiat mais qui n'auront aucune répercussion (sinon négative) sur les causes profondes et les aspects structurels et qui, de ce fait, ne pourront au mieux que maintenir la rentabilité sans pouvoir l'améliorer réellement. Or, il est certain que c'est leur modification qui seule améliorera la situation de l'entreprise.

#### 5) Vérification de certaines hypothèses.

Nous voulons parler de celles qui ont été émises dans notre premier "Essai sur quelques types de relation entre l'Agriculture et l'Industrie" et rappelées dans notre programme de travail du 15 ~~xxxxxx~~ <sup>11</sup> Novembre 1967.

a) Structure de financement et situation du marché des matières premières.

Nos observations précédentes ont montré que l'insuffisance du financement bloquait toute~~x~~ action sérieuse et durable en amont de l'usine. Or, c'est bien ce que nous avons constaté lors de notre précédente enquête où, pour partie à cause de cela, les entreprises se trouvant dans des situations analogues n'avaient aucune maîtrise sur la production de la matière première. D'autre part, la situation estimée de relative abondance de celle-ci (puisque'il s'agissait seulement de prendre la place d'un réseau de commercialisation en activité) n'a pas conduit l'entreprise à s'occuper directement de la production ne se ~~x~~ rendant pas compte qu'ainsi elle n'obtiendrait pas le minimum dont elle avait besoin ce qui vérifie ce que nous avons déjà analysé à propos de la SARPA et des Ets Laborde - Lacheize qui avaient un comportement strictement économique vis-à-vis de leurs fournisseurs.



Cependant la C.L.T. se trouve en position sensiblement intermédiaire entre ce premier groupe d'usines et celui constitué par Madagascar - Conserves et la Filim. En effet, en dehors du simple fait de se présenter sur le marché, la C.L.T. a cherché à promouvoir deux améliorations par rapport à la pratique des collecteurs :

- stabilité du prix de vente d'un bout de l'année à l'autre.

- unicité de la mesure de traite ( ramenée au litre ) et clareté des comptes.

Nous avons vu, en particulier pour ce qui concerne le premier point, que c'était des éléments importants de l'action de notre second groupe. Aussi l'absence de réactions massives du paysannat à cette incitation de la Centrale Laitière montre que si elle est nécessaire, elle n'est tout de même pas suffisante pour entraîner un changement. En effet, \* ainsi que nous l'avons vu plus haut, il faut encore que l'exploitation agricole soit capable de répondre d'elle-même à cette incitation encore extérieure, et si ce n'est pas le cas il faut pousser les choses plus loin.

b) Structure de revenu monétaire des agriculteurs et nature des relations avec ceux-ci créées par l'entreprise. De même qu'à Ambalavola, il existait un désir très net du signe monétaire que l'exploitation agricole ne pouvait fournir, de même les agriculteurs de notre zone actuelle passent un temps non négligeable en dehors de leur exploitation pour obtenir l'argent nécessaire à leur besoin. Il y a donc, là aussi, des possibilités de dynamisme et d'augmentation de la production si des débouchés suffisamment rémunérateurs se manifestent pour les agriculteurs.

Quant à la nature des relations avec l'entreprise, on constate, comme dans le premier groupe <sup>de</sup> tout à l'heure, qu'étant assez lâches, l'entreprise a peu de répercussions et d'influence sur la production agricole. Aussi, a-t-on observé que l'usine n'avait réussi à créer que des relations d'un type pu-

rement commercial beaucoup plus axé, semble-t-il, sur la lutte et la concurrence à mener contre le réseau de collectage traditionnel que sur le problème proprement dit de la production agricole. Par conséquent, le dynamisme possible révélé par la structure du revenu monétaire n'est pas utilisable puisque l'usine ne crée pas les conditions propres à le mettre en oeuvre. C'est bien ce que nous avons déjà observé à Ambalavo-la où les Ets Laborde - Lachaize se comportant exactement comme un commerçant ne constituaient pas une solution de développement économique durable pour les exploitations agricoles de la région. Par contre c'est le contraire qui se passe à Ambato-Boefni où Madagascar - Conseves a su aller plus loin que cet aspect purement commercial.

CONCLUSION

Les premières observations que nous avons faites montrent donc que s'il existe un potentiel de dynamisme dans la zone rurale où nous nous trouvons ( comme son histoire le montre), la mise en oeuvre de celui-ci est bloquée non seulement par des facteurs externes tels que la variation des prix et des quantités des produits vendus à l'extérieur mais aussi par des facteurs internes inhérents aux exploitations agricoles ( tels que la productivité du travail liée à <sup>la</sup> rareté de certains facteurs de production). La Centrale Laitière de Tananarive a-t-elle jouée dans le rôle que nous impartissions aux Industries Agricoles et Alimentaires dans notre premier paragraphe ? A cette phase de notre travail nous serions plutôt tentés de répondre par la négative, en effet :

- elle n'a pas été l'occasion d'un débouché supplémentaire pour l'éleveur puisque son but a été de se substituer simplement aux réseaux actuels de collecte.

- elle n'a pas cherché à lever les obstacles de productions internes à l'exploitation.

Nous pensons personnellement que cette situation provient de ce que cette société n'a pas obéi à ses caractéristiques d'entreprise industrielle ( immobilisation importante de capitaux, frais fixes élevés, etc...) mais que, trompée par les buts purement commerciaux qui lui étaient assignés, elle a voulu faire uniquement du commerce avec des moyens industriels. Cette inadéquation entre les fins et les moyens n'a entraîné qu'une semi-réussite au niveau de la commercialisation proprement dite ( dans la mesure où le système de collectage reste bien vivant etc" digéré" presque la C.L.T.) mais a été jusqu'à présent en échec tant au niveau de l'exploitation agricole ( pas de modification structurelle profonde) qu'au niveau strictement industriel ( puisque la C.L.T. n'est pas parvenue à dépasser un stade de production égal au quart de sa capacité de traitement théorique). Aussi, sans vouloir faire de justification à postériori, il nous semble que l'intérêt de

la Centrale Laitière était ~~né~~ d'agir au niveau de la production de lait pour, tout en maintenant au plus le prix actuel du litre, augmenter la productivité des moyens de production mis en oeuvre pour que, malgré tout, l'agriculture retire un revenu monétaire net supplémentaire par rapport à la situation présente et qu'elle-même ait un volume de matière première à traiter bien supérieur à ce qui existe présentement, tout en réduisant ses frais d'approche ( grâce à une plus grande concentration de la production ).

Ainsi que nous l'avons constaté dans le paragraphe 5, cette situation ne nous est pas inconnue puisque c'est également celle de la Sarpa et des Ets Laborde-Lachaise dont le comportement purement commercial vis-à-vis de l'agriculture n'a eu que des effets nuls ou négatifs vis-à-vis du milieu rural. Mais la différence importante est que ces deux usines se trouvent devant une situation relative de surproduction ou sans concurrence très marquée ce qui leur permet de pratiquer des prix assez bas sans avoir à se soucier de la répercussion sur l'agriculteur - alors qu'au contraire la Centrale Laitière se trouve affrontée à une situation de concurrence avec un système commercial bien rôdé sur une matière première qui n'est pas surabondante dans l'état actuel de production. Il était donc d'autant plus nécessaire de tendre à une modification profonde du système de production sans laquelle une augmentation de la demande ou de la concurrence, ne pouvait qu'entraîner une augmentation du prix de la matière première tout à fait préjudiciable pour un traitement industriel. C'est ce qui s'est passé en réalité pour la C.L.T.